

sous la direction
de Vincent Duclert et Maria Malagardis

LES FAUSSAIRES DE LA NATION

Comment l'extrême droite
défigure l'histoire
(et comment lui résister)

50 HISTORIENS POUR LA VÉRITÉ



Philippe Rey

sous la direction
de Vincent Duclert et Maria Malagardis

LES FAUSSAIRES DE LA NATION

Comment l'extrême droite
défigure l'histoire
et comment lui résister

Avec les contributions de

Joëlle Alazard • Guillaume Ancel • Stéphane Audoin-Rouzeau
Nicolas Bancel • Alain Blum • Dominique Borne • Patrick Boucheron
Patrick Cabanel • Gilles Candar • Cécile Chalmin • Johann Chapoutot
Denis Charbit • Bruno Cotte • Myriam Cottias • Souleymane Bachir Diagne
Delphine Diaz • Laurent Dornel • Laurent Douzou • Vincent Duclert
Mélodie Fabre • Amélie Faucheux • Stéphane François • Pierre Grosser
Anthony Guyon • Thomas Hochmann • Marion Jacquet-Vaillant
Jacqueline Lalouette • Nicolas Lebourg • Sébastien Ledoux • Olivier Loubes
Édouard Lynch • Maria Malagardis • Tristan Mendès France • Isabelle Merle
Jean-Yves Mollier • Véronique Nahoum-Grappe • Emmanuel Naquet • Philippe Oriol
Rémy Pech • Michelle Perrot • Jérôme Pozzi • Myriam Revault d'Allonnes
Patricia Rapi • Patrick de Saint-Exupéry • Éric Savarese • Patrick Sbalchiero
Lucile Schmid • Dominique Schnapper • Perrine Simon-Nahum
Anne Simonin • Françoise Thébaud • Cécile Vast • Laurent Warloutet



Philippe Rey

Le génocide n'a pas eu lieu au pays des tribus

Rwanda

Vincent Duclert

La présence française au Rwanda, l'un des pays de la région des Grands Lacs, anciennement colonisé par l'Allemagne puis la Belgique sous mandat de la Société des nations (1919), a culminé entre 1990 et 1993 lors du second septennat de François Mitterrand, à l'initiative du président de la République lui-même et de ses états-majors de la présidence. Un très fort engagement militaire, politique, diplomatique et financier est venu soutenir le régime raciste, corrompu et dictatorial du général Habyarimana. La promesse d'étendre l'influence française en Afrique des Grands Lacs face aux menaces largement fantasmées des Anglo-Américains justifiait un soutien inconditionnel à un régime tenu, de surcroît, comme le prototype d'une démocratie à l'africaine, c'est-à-dire à majorité raciale. Celle-ci devait convenir à un continent réduit aux visions ethniques héritées de la colonisation. Elle précipita l'Afrique dans le dernier génocide du ^exx^e siècle, avec sa phase paroxystique d'avril-juillet 1994. Sans qu'on puisse établir un lien de cause à effet direct, on doit mentionner qu'en septembre de cette

année-là, François Mitterrand favorisa, afin de contrôler l'impact de la révélation, la parution du livre de Pierre Péan sur sa jeunesse d'extrême droite et son adhésion à la « Révolution nationale » du maréchal Pétain, avant de passer à la Résistance : *Une jeunesse française*. En 2005, le même Pierre Péan publia un violent réquisitoire contre ceux qui avaient alerté contre un risque de génocide anti-tutsi comme l'expert Jean Carbonare et l'historien Jean-Pierre Chrétien, *Noires fureurs, blancs menteurs*.

Massif à partir de 1990, le soutien présidentiel français, de nature même impériale, confère au régime Habyarimana un pouvoir démultiplié, un atout objectif pour le processus en cours d'extermination de la minorité tutsi. Celle-ci est persécutée depuis la fin de la colonisation belge qui a racialisé la population rwandaise par l'invention d'ethnies imaginaires. Se proclamant « peuple majoritaire », les Hutu lancent avec le soutien des Belges une « révolution » dite « sociale », en réalité « raciale », laquelle débouche sur de premiers grands massacres, à caractère génocidaire, à la Toussaint 1959. L'indépendance du Rwanda en 1962 maintient un haut niveau de violence contre les Tutsi, accélérant un génocide en cours, dénoncé par le Prix Nobel Bertrand Russell dès 1964²¹³. Les personnes et les familles qui le peuvent encore s'exilent dans les pays limitrophes, comme en Ouganda où un mouvement politique d'opposition à la dictature Habyarimana, le Front patriotique rwandais (FPR), voit le jour en décembre 1987. Faute d'accord politique avec Kigali pour un retour des réfugiés, le FPR passe à la lutte armée le 1^{er} octobre 1990. La direction des opérations militaires échoue au major Paul Kagame après la mort de Fred Rwigyema.

Lorsqu'en octobre 1990 François Mitterrand décide avec ses services d'envoyer des troupes de combat puis des forces spéciales en aide au régime Habyarimana, le génocide des Tutsi est donc déjà fortement engagé. La preuve s'il en est réside dans la réaction du pouvoir rwandais à l'incursion des unités FPR. Les forces armées du pays et toute son administration de sécurité s'appliquent essentiellement à arrêter en masse les opposants, à les torturer, et à commettre de nouveaux grands massacres contre les Tutsi. L'aide française et l'effet de dissuasion des militaires immédiatement déployés au Rwanda assurent une protection décisive au président Habyarimana, devenu un ami personnel de François Mitterrand.

En dépit de l'exacerbation de la répression politique et de la violence anti-tutsi – avec des massacres organisés qui se répètent en 1991, 1992, 1993 et début 1994 –, les autorités françaises persistent dans l'alliance avec le régime pré-génocidaire. Les alertes pour génocide ou risques de massacres généralisés de Tutsi se multiplient pourtant, y compris au sein de la diplomatie et des armées. Leurs auteurs sont intimidés, leurs carrières stoppées, tandis qu'au Parlement et au gouvernement la question du rôle de la France au Rwanda reste largement tabou. Lorsqu'elle est posée, les dénégations se succèdent tandis que les accords de paix négociés à Arusha, en Tanzanie, servent de paravent aux réalités stratégiques. Simultanément, la présidence française s'emploie à les torpiller par son soutien constant à Habyarimana et son régime de terreur.

Pour avoir rendu plus fatal encore le processus génocidaire, en refusant d'ordonner aux forces spéciales de l'opération Amaryllis (8-14 avril 1994) d'évacuation des ressortissants une action contre les tueurs de Tutsi, en limitant l'opération Turquoise (22 juin-21 août 1994) à un objectif initial mais très ambigu d'« arrêt des massacres », les autorités françaises endossent des « responsabilités, lourdes et accablantes », dans le génocide des Tutsi, comme le démontre une équipe de recherche présidée par l'auteur de ces lignes, réunie à la demande du président de la République en avril 2019. Fort de 1 200 pages, le rapport dit « Duclert », remis à Emmanuel Macron, constitue la trame du discours historique du chef de l'État à Kigali le 27 mai 2021, reprenant les conclusions des historiens sur des « responsabilités accablantes » de la France.

Aussitôt connues l'allocution présidentielle et la réponse du président rwandais Paul Kagame – sur « les paroles de vérité » du président français –, parmi les très nombreuses réactions figure celle de la présidente du Rassemblement National (RN) qui a succédé au Front national (FN) de son père, adepte des guerres coloniales en Afrique, engagé volontaire dans celle d'Algérie en 1956-1957 lors de la « bataille d'Alger »²¹⁴. Le communiqué de Marine Le Pen se veut d'abord compréhensif pour « la voix des survivants », donnant crédit sur ce point à Emmanuel Macron²¹⁵. Toutefois, elle multiplie rapidement les critiques et mises en cause de la parole présidentielle comme du « rapport Duclert ». Le problème est qu'elle invente des assertions qui ne se trouvent ni dans l'une ni dans l'autre. Elle

mêle de plus des propos empruntant à la vision extrémiste du sujet avec des contenus plus objectifs. Ces procédés d'équivalence, cette pratique de la confusion, ce recours au faux sont caractéristiques de l'extrême droite, depuis l'affaire Dreyfus avec le livre modèle de « Dutrait-Crozon ²¹⁶ ». Le déni de la vérité historique, le renversement de faits acquis traduisent un rapport à l'histoire qui la défigure, condamnant le patriotisme proclamé de l'extrême droite à n'être qu'une idéologie sans réalité, une fiction pour des électeurs abusés.

Au Rwanda, explique ainsi la présidente du RN, « la France a tenté, trop tardivement sans doute, d'aider les survivants, de protéger les victimes, d'écarter les tueurs. On lui a reproché, on lui reproche encore, notamment ceux qui n'ont rien fait à l'époque. Ils disent que la France porterait une responsabilité dans ces massacres. » Éventuellement, l'opération Turquoise intervenant à la fin du génocide dans le secteur Sud-Ouest frontalier du Zaïre pourrait répondre aux objectifs que se serait donnés la France, selon Marine Le Pen. Cependant les militaires français comprennent qu'ils ne font pas face à des massacres mais à un génocide, et qu'ils n'ont reçu ni formation adéquate ni ordres précis.

Le RN reproduit cette dissimulation de la réalité des faits puisqu'il ne mentionne pas l'existence du génocide, sauf à l'extrême fin du communiqué, et ce sans que l'on sache qu'il est perpétré contre les Tutsi du Rwanda ni qui le réalise. Il évoque bien au début un crime contre l'humanité, mais l'indécision caractérise également la formule. En revanche, Marine Le Pen répète le terme « massacres » dont on verra qu'il s'agit d'un mantra très répandu dans le discours du déni sur le génocide. On ne sait pas davantage ce que recouvre le « ils disent », sauf qu'à lire la suite on comprend qu'il s'agit peu ou prou de l'anti-France, se délectant de repentance.

Décidant d'être aimable avec le « rapport Duclert », la présidente du RN écrit qu'il « écarte cette responsabilité ». C'est une lecture au mieux hâtive, au pire mensongère, puisque le rapport conclut comme il a été dit à des « responsabilités, lourdes et accablantes ». Il est probable qu'elle a confondu avec « complicité », faute d'avoir lu un peu sérieusement au moins ses conclusions. On découvre à la suite de son propos que Marine Le Pen mélange les deux notions, soulignant son inconfort devant un événement qui manifestement lui échappe : « Aveuglement des autorités

politiques de l'époque, certainement, responsabilité dans les massacres, non. » Elle affirme qu'« au contraire, la France, fidèle à ses traditions, a su accueillir des survivants des massacres, même si des bourreaux ont pu aussi s'y cacher », propos qui minimise tous les potentiels bourreaux réfugiés dans l'Hexagone, sous le coup depuis 2021 d'enquêtes de grande ampleur de l'office de gendarmerie et de jugements en cour d'assises.

Au mémorial du génocide des Tutsi à Kigali, le 27 mai 2021, le président de la République n'a pas seulement honoré les traditions nationales d'exigence de vérité, grandissant la France et la faisant rayonner dans le monde libéral – qui n'est pas celui de l'extrême droite. Il a aussi restitué le combat de celles et ceux qui défendaient la recherche de la vérité et l'honneur de la France, comme il l'a fait aussi le 2 juin 2026, inaugurant à Paris avec son homologue rwandais le monument pour la mémoire des victimes du génocide des Tutsi. Il est donc particulièrement inexact de la part de Marine Le Pen d'affirmer que relever les responsabilités de la France, « comme le fait le président de la République [à Kigali], c'est faire injure à tous les Français, militaires, civils, membres des ONG, qui ont dès le début et durant le génocide, tout tenter [*sic*] pour sauver et protéger les victimes ».

L'inversion de la réalité factuelle n'est pas terminée. Jamais Emmanuel Macron n'a demandé « pardon » dans son discours, ainsi que Marine Le Pen le soutient pourtant ; il a déclaré espérer que les victimes pardonnent à la France. C'est très différent. La démonstration qui se veut implacable se fracasse sur un discours qu'elle réinvente pour les besoins de sa cause : « c'est rejoindre le camp des totalitarismes, celui où les enfants, petits-enfants, familles des présumés coupables sont jugés et condamnés pour des fautes qu'ils n'ont pas commises ». Au contraire, la parole présidentielle est venue libérer les contemporains du poids du déni développé dès la fin du génocide. Mais l'objectif de Marine Le Pen est de placer le RN dans le camp de la liberté, contre l'ennemi totalitaire qu'incarnerait la France d'Emmanuel Macron. L'argumentation ne manque pas d'ironie quand on fait le lien avec l'une des origines de l'extrême droite française, l'adhésion au totalitarisme nazi. La conclusion du communiqué s'en remet enfin aux mots magiques, « repentance perpétuelle », habituel refrain de l'extrême droite et de la droite nationaliste. Sauf que tout dans le propos qui précède est inexact, manipulé, en contradiction flagrante avec les faits eux-mêmes et

la connaissance historique. On évolue là dans un halo subtil et très efficace pour qui voudrait croire à la bonne foi de Marine Le Pen.

Mais l'important est ailleurs pour la présidente du RN. Son objectif est de se prononcer, munie des fondamentaux idéologiques propres à l'extrême droite, sur tous les sujets africains et coloniaux, avec quelques inflexions compatissantes pour se montrer humaine. L'empathie dont elle veut entourer les victimes est un élément de langage dont on ne sait finalement qui elle concerne. L'indécision s'est brusquement déchirée le 15 janvier 2026 quand, à l'Assemblée nationale, le député RN Frédéric-Pierre Vos réagit à un amendement sur la transmission des entreprises familiales, par cette saillie lunaire : « La résistance à l'oppression, c'est ne pas confondre égalité et égalitarisme, et vous transformer en Tutsi pour couper les Hutu sous prétexte qu'ils étaient plus grands. »

Tout est faux et fait injure à l'histoire dans cette déclaration, au sujet de laquelle il est difficile de plaider l'erreur individuelle et involontaire. Le représentant de la nation défigure un fait mondial reconnu, bénéficiant, à l'heure où il parle, de recherches et d'historiographies de pointe, grâce à une jeune génération de chercheurs et particulièrement de chercheuses d'une haute compétence. En ne nommant pas le génocide, en inversant les victimes et leurs bourreaux, Frédéric-Pierre Vos répète la vulgate primaire des massacres africains perpétuels : Hutu et Tutsi, tels des tribus sauvages, s'autodétruisaient parce que l'histoire de l'Afrique serait celle-là, justifiant la colonisation européenne, voire l'esclavage, de peuplades à peine humaines. On comprend alors que « tout est permis avec le RN, y compris les pires insultes contre un million de morts tutsi ²¹⁷ ».

Si la centralité du thème du « massacre », effaçant la réalité du génocide, est à ce point revendiquée à l'extrême droite, c'est aussi qu'elle bénéficie des apports directs de discours politiques qui n'ont pas varié depuis le temps de la colonisation. Le génocide des Tutsi en apporte la preuve flagrante. Quelque quatre mois après son terme, et alors que le même jour le Conseil de sécurité des Nations unies décide de la création d'un tribunal pénal chargé de juger du crime de génocide au Rwanda, le président François Mitterrand, ouvrant le 8 novembre 1994 son dernier sommet franco-africain à Biarritz, déclare : « En vérité, vous le savez, aucune police d'assurance internationale ne peut empêcher un peuple de s'autodétruire, et on ne peut pas demander non plus l'impossible à la communauté

internationale, et encore moins à la France tant elle est seule, lorsque des chefs locaux décident délibérément de conduire une aventure à la pointe des baïonnettes ou de régler des comptes à coup de machettes. » Deux ans plus tard, un intime de l'ancien Président, l'ancien secrétaire général de l'Élysée à l'époque des faits, propose la création d'États ethniquement purs, Hutu et

Tutsi²¹⁸. L'extrême droite présente ne peut que se réjouir de ces convergences qui étendent l'influence de ses thèses et favorisent leur

reconnaissance²¹⁹. La veine raciste, partagée, est évidente. Le Rwanda n'est pas un pays de tribus. Toute l'histoire sociale du pays le démontre. Mais les sciences raciales importées d'Europe – au moment où elles triomphent avec le nazisme – sont responsables du monstre ethnociste qui a été engendré au Rwanda, par lequel le Tutsi devenait, dans une vision de darwinisme racial, l'ennemi absolu. Le processus génocidaire trouvait là son combustible fatal. Très logiquement, l'historien Jean-Pierre Chrétien put statuer, le 24 avril 1994, dans le journal *Libération*, sur un « nazisme tropical ».

Le Rwanda a été le laboratoire privilégié d'une extrême droite en quête d'idéologie raciste, célébrant le régime du « peuple majoritaire » des dictateurs Kayibanda (1962-1973), puis Habyarimana (1973-1994), avant que le « gouvernement intérimaire » n'organise le paroxysme du génocide à partir du 7 avril 1994. L'extrémisme hutu, abreuvé de références sur le nazisme, tenait les Tutsi pour les « Juifs de l'Afrique ». Ses théoriciens, comme Ferdinand Nahimana ou Hassan Ngeze, n'avaient rien à envier à Joseph Goebbels. Leur proximité avec les activistes français était connue,

comme Bernard Lugan²²⁰, l'un des idéologues les plus en vue de cette Afrique racialisée, soutien de l'apartheid en Afrique du Sud, un temps

professeur à l'université Lyon III²²¹ réputée pour les thèses négationnistes de la Shoah qui s'y déversaient. Il se fit ensuite le propagandiste du « génocide » qu'aurait perpétré le FPR contre les Hutu – soit la thèse négationniste du « double génocide ». À l'inverse, celui contre les Tutsi n'aurait pas été préparé selon lui, ce qui revient à le nier au regard de la définition du génocide donnée par la Convention des Nations unies du 9 décembre 1948.

Ces thèses ont formé l'armature d'une conférence tenue à Paris, à la Maison des Mines, le 17 novembre 2014, sur « La désinformation historique. Un cas d'école : le Rwanda ». Documenté par le journaliste

Jean-François Dupaquier²²², l'événement était organisé par l'Association pour l'Histoire, mouvement fondé par Philippe Conrad, un idéologue du GRECE²²³, afin de lutter, selon lui, contre « le naufrage en cours de l'école historique », ajoutant à l'attention du public de la conférence, pour être bien compris : « Nous défendons une identité fondée sur le sang, le sol et la mémoire ». Revenant sur « le cas d'école » du Rwanda, l'un des intervenants, officier retraité et ancien responsable de zone dans l'opération Turquoise, aujourd'hui membre particulièrement actif de l'association France-Turquoise, Jacques Hogard, déclara : « Dire “le génocide est l'œuvre du régime hutu soutenu par la France” est de la désinformation ».

Le Rwanda est effectivement un cas d'école pour l'extrême droite, pour son idéologie raciale et raciste, pour sa haine des minorités africaines et des leaders indépendantistes comme Paul Kagame, pour sa stratégie de récupération des courants impériaux à gauche comme à droite. Enfin pour sa conception de la vérité historique, souffrant selon elle d'une désinformation qu'il s'agit de corriger, soit par le soupçon quant à la possibilité de connaître, soit par la promotion de vérités alternatives, mélange de prétentions doctrinales et de propos de comptoir. Le 23 janvier 2022, invité de France 5, Éric Zemmour est interrogé par le journaliste Vincent Hugué, grand reporter au Rwanda en juin 1994. La journaliste présentatrice de l'émission « C dans l'air », Caroline Roux, lui demande de répondre à la question d'un auditeur sur ce que doit selon lui être la position de la France face au génocide des Tutsi.

Éric Zemmour : Je n'ai pas aimé le discours repentant d'Emmanuel Macron. Je pense que la France n'a pas de responsabilité dans le génocide et que...

Vincent Hugué : Vous avez lu le rapport Duclert ? Ça vous dit quelque chose ?

EZ : Oui, j'ai lu, mais j'ai lu d'autres livres aussi.

VH : Ce n'est pas un livre, c'est un travail sur les archives.

EZ : Oui, oui, je sais, mais moi je pense que l'armée française, au contraire, a fait ce qu'elle a pu pour épargner et pour éviter ce génocide. Ce n'est pas la France qui a massacré les gens qui sont morts ; et ce n'est pas la France qui était partie prenante dans ce conflit.

VH : Donc vous soutenez contre l'évidence factuelle que la France n'a aucune responsabilité ?

EZ : Ce que vous appelez « l'évidence factuelle », c'est pour moi quelque chose de biaisé et d'idéologiquement engagé.

VH : Pas du tout...

EZ : Mais pour moi, si, vous m'excuserez.

VH : Mais j'ai été [au Rwanda pendant le génocide].

EZ : Mais c'est très bien.

VH : Non, non, ce que je veux dire simplement...

EZ : Il y a d'autres gens qui y étaient et qui ne sont pas d'accord avec vous.

VH : Ce n'est pas une idéologie contre l'autre.

Caroline Roux : C'est un fait.

VH : C'est un fait reconnu par des officiers de l'opération Turquoise aujourd'hui. Je suis resté en contact avec plusieurs d'entre eux, avec des soldats etc., eux-mêmes reconnaissent que les conclusions du rapport Duclert, travail d'une grande probité...

EZ : Alors même ce rapport-là ne reconnaît pas la culpabilité de la France...

Par son approximation systématique dans ses réponses, expliquent les historiennes Chantal Morelle, Françoise Thébaud et Sandrine Weil, « Éric Zemmour falsifie la vérité historique. [...] Il montre dans cet échange télévisé qu'il n'a pas besoin de faits, puisqu'il sait à l'avance ce qui est, ce qui doit être. [...] Il conteste la possibilité d'une histoire publique, d'un savoir historique stable, d'«évidence factuelle», donc la possibilité d'une culture commune, d'un vivre ensemble²²⁴. » Avec l'extrême droite et ses idées, le Rwanda est devenu le laboratoire effrayant du racisme hérité de la colonisation et de la négation de la connaissance exacte, ici appliquée au génocide des Tutsi, un fait majeur de l'humanité.

[213.](#) « Le philosophe et prix Nobel Bertrand Russell a lancé mardi un appel pour que soit trouvée une solution au conflit racial qui divise le Ruanda et qu'il soit mis fin "au massacre d'hommes le plus horrible et le plus systématique auquel il ait été donné d'assister depuis l'extermination des juifs par les nazis en Europe" », *Le Monde*, 6 février 1964.

[214.](#) Cf. Fabrice Riceputi, *Le Pen et la torture. Alger, 1957, l'histoire contre l'oubli*, Lorient, Le Passager clandestin, 2024.

[215.](#) « Comme il l'a souligné, face à un tel crime contre l'humanité, la voix des survivants porte en elle celle de ceux qui ont disparu, elle leur donne un nom, un visage. En ce sens, elle est une barrière contre l'oubli, contre le temps. Au Rwanda, la France a tenté, trop tardivement sans doute, d'aider les survivants, de protéger les victimes, d'écarter les tueurs », site du RN, 27 mai 2021. Sur le « rapport Duclert » et sa réception en particulier, voir : *La France face au génocide*

des Tutsi. Le grand scandale de la V^e République, Paris, Tallandier, 2024, ainsi que les contributions de Vincent Duclert et de Maria Malagardis sur le Rwanda dans Pascal Blanchard et Nicolas Bancel (dir.), *François Mitterrand, le dernier empereur. De la colonisation à la Françafrique*, Paris, Philippe Rey, 2025, p. 817-836 et p. 799-816.

[216.](#) Voir « Affaire Dreyfus » de Philippe Oriol, [ici](#).

[217.](#) Vincent Duclert, « Tout est permis avec le RN, y compris les pires insultes contre un million de morts tutsi », *Le Monde*, 21 janvier 2026.

[218.](#) Hubert Védrine, « Hutus et Tutsis : à chacun son pays », *Le Point*, 23 novembre 1996.

[219.](#) Hubert Védrine a donné le 29 mai 2021 un « entretien exclusif » à la revue *Éléments*, l'organe du GRECE. Il y dénonce avec force des accusations forgées par « tous les gauchistes en

folie de la place de Paris pour régler leurs comptes avec François Mitterrand, la V^e République et la France comme puissance », appuyés par certains médias, en particulier « *Le Monde*, [qui] n'a jamais donné une seule fois la parole à des auteurs qui défendent une autre thèse que celle en cours officiellement à Kigali ». L'histoire reviendrait donc à faire la somme des « thèses », ce qu'a défendu aussi Jean Glavany, président de l'Institut François Mitterrand dans *Libération*, le 26 avril 2024.

[220.](#) Cf. *L'Afrique réelle*, n^o 9, septembre 2010.

[221.](#) « Spécialiste de l'Afrique, auteur de *L'Occident sans complexe*, autrefois militant de l'Action Française et monarchiste convaincu, M. Lugan paraît, chaque Mardi gras, devant ses étudiants de première année, déguisé en "colon", coiffé d'un casque et muni d'un fouet » (*Le Monde*, 2 avril 1993).

[222.](#) Site Afrikarabia, 30 novembre 2014.

[223.](#) Le GRECE ou Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne, créé en 1969, se présenta comme le creuset d'une « nouvelle droite » identitaire, « racio-élitiste » (selon l'historienne Anne-Marie Duranton-Crabol dans *Le Monde diplomatique*, avril 1986). Sa stratégie d'entrisme forcené dans les milieux savants aboutit à un « appel à la vigilance » signé notamment par les historiennes et historiens Arlette Farge, Maurice Olender, Jean-Pierre Vernant et l'écrivain Umberto Eco (*Le Monde*, 13 juillet 1993). Cette action fut moquée par quelques universitaires condescendants. L'avenir leur donna tort.

[224.](#) Chantal Morelle, Françoise Thébaud et Sandrine Weil, « La France, le Rwanda, le génocide des Tutsi. Éric Zemmour face à l'histoire », dans Pascal Brioist (dir.), *Le grand détournement. Comment Zemmour falsifie l'histoire*, Paris, Atlande, 2022, p. 186-187. L'échange télévisé est cité aux pages 172-173.